

40 milliards
de francs par an



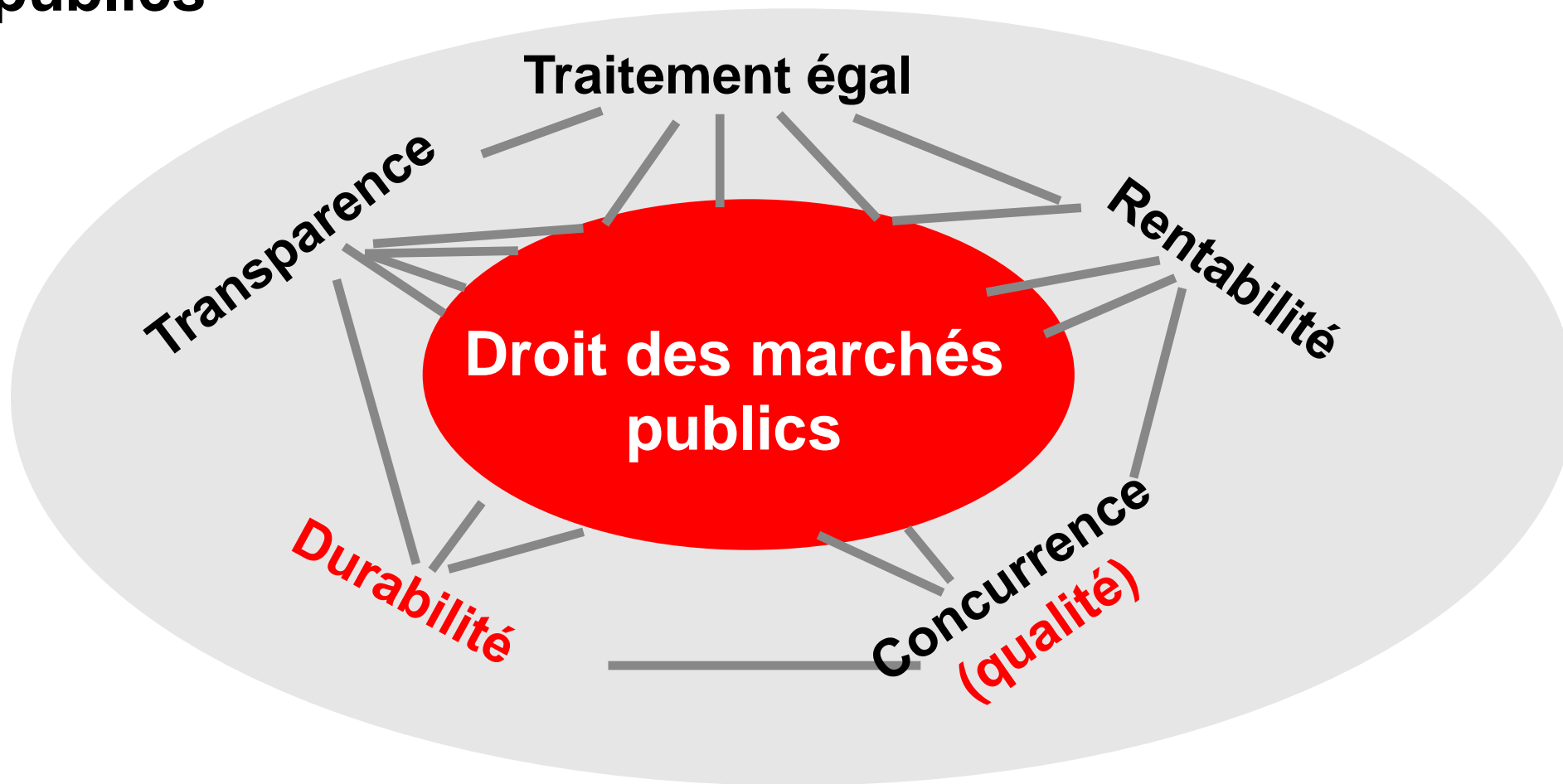
Nouveau droit des marchés publics: ce qu'il faut savoir...

Colloque Bus 2024 de l'UTP

Dr. Pia Stebler, propriétaire de Dr. Pia Stebler Consulting, Soleure



Objectif global / revendications du droit des marchés publics





Objectifs de la révision – sur la forme



Adaptation au droit international (Government Procurement Agreement GPA, GATT-OMC; accord bilatéral avec l'UE)

> Loi fédérale sur les marchés publics (LMP).
En vigueur depuis le 1^{er} janvier 2021



Harmonisation à tous les niveaux de l'État (Confédération, cantons, communes)

> Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP 2019)
> Lois d'adhésion cantonales / décrets

Vue d'ensemble des adhésions à l'AIMP 2019

Vue d'ensemble des adhésions à l'AIMP 2019 (état au 01.05.2024)



Le canton de Berne n'est pas membre de l'AIMP2019. Il applique cet accord intercantonal comme droit cantonal selon sa propre voie de recours.

Adhésion à l'AIMP 2019 entrée en vigueur

Procédure d'adhésion cantonale en cours

© OFS, ThemaKart - Neuchâtel 2012

Adhésion entrée en vigueur: 21 cantons

Adhésion refusée: 1 canton (BE)

Procédure en cours: AR, OW, GE

Pas encore actif: 1 canton (TI)

Source: <https://www.bpuk.ch/fr/dtap/concordats/aimp/aimp-2019>



Objectifs de la révision – sur le fond

- ➔ Renforcement de la concurrence en matière de **qualité** par rapport à la concurrence du prix
- ➔ **Durabilité** (financière, économique, écologique, sociale) en tant qu'attitude fondamentale
- ➔ Promotion de l'**innovation**
(p. ex. nouvel instrument d'acquisition «Dialogue», le contenu innovant est désormais aussi un critère d'adjudication possible)
- ➔ Augmentation de la «**compatibilité PME**»
(notamment la constitution des lots, les critères d'aptitude, les preuves, l'admission de communautés de soumissionnaires et de sous-traitants)



Renforcement de la concurrence sur la qualité par rapport à la concurrence du prix

- ➔ Nouveau: **l'offre la plus avantageuse** l'emporte
(avant: l'offre économiquement la plus avantageuse)
- ➔ Nouveau: **la qualité est un critère d'adjudication obligatoire**
(exception: biens hautement standardisés, p. ex. l'achat de mazout – dans ce cas, même le nouvel instrument de la vente aux enchères peut être utilisé)
- ➔ Nouveau: **méthode des 2 enveloppes est possible**
(1^{re} enveloppe: description de la prestation / 2^e enveloppe: offre de prix) > ouverture séparée / protocole



Durabilité

➡ **Durabilité sociale (art. 12 LMP)**

Conditions de participation impératives: respect des dispositions relatives à la protection des travailleurs, des conditions de travail, de l'égalité salariale et du droit de l'environnement. (Étranger: au moins les normes fondamentales du travail de l'OIT)

➡ **Durabilité écologique (art. 30, al. 4 LMP)**

L'adjudicateur peut prévoir des spécifications techniques permettant de préserver les ressources naturelles ou de protéger l'environnement.

➡ **Durabilité économique (art. 30, al. 4 LMP)**

Voir critères d'adjudication, en particulier le critère des coûts du cycle de vie



Critères d'adjudication, art. 29 LMP

Marchés soumis aux accords internationaux (art. 29, al. 1 LMP)



Impératifs **Qualité;** prix



Possibles


Adéquation; délais; valeur technique; rentabilité; **coûts du cycle de vie;** esthétique; **développement durable;** **plausibilité de l'offre;** considération des différents niveaux de prix pratiques dans les pays où la prestation est fournie*, fiabilité du prix*; créativité; service après-vente; conditions de livraison; infrastructure; **caractère innovant;** fonctionnalité; service à la clientèle; compétences techniques ou efficacité de la méthode.

* Dans la LMP, mais pas dans l'AIMP. Néanmoins, certains cantons ont intégré l'un ou les deux critères dans leurs législations cantonales.

[illegible]

Matrice de pertinence – Guide à l'intention des acheteurs et des services demandeurs (I)


Catégories de produits



**ÉQUIPEMENTS (NON ÉQUIPÉS)
DE BUREAU D'INTÉRIEUR**

Tables, rangements, sièges, étagères, cadres, poubelles, chariots, vaisselle.


➤ [Vers la catégorie](#)



**PAPIER ET AUTRES FOURNITURES
DE BUREAU**

Enveloppes, publications imprimées, emballages, papier hygiénique, mouchoirs, stylos, tampons, classeurs, cartouches de toner et cartouches d'encre.


➤ [Vers la catégorie](#)



**BUREAUTIQUE, Y C. APPAR
PRÉSENTATION, ACCESSOI**

Télécopieurs, caméras, micro haut-parleurs, systèmes de n; contrecolleuses, pèse-colis, b; appareils d'enregistrement d; l'image, écrans de projection


➤ [Vers la catégorie](#)



**PRODUITS CHIMIQUES
(Y C. DÉTERGENTS)**

Produits de soins corporels, peintures, vernis, gaz, lubrifiants, détergents, produits phytosanitaires.


➤ [Vers la catégorie](#)



**MOYENS DE TÉLÉCOMMUNICATION
ET INFORMATIQUE**

Appareils réseau fixe, smartphones, ordinateurs portables, imprimantes, écrans, appareils multifonctions, serveurs.


➤ [Vers la catégorie](#)



APPAREILS MÉNAGERS

Éclairage, électroménager


➤ [Vers la catégorie](#)



**VÉHICULES À MOTEUR, PIÈCES DE
RECHANGE, MOYENS DE TRANSPORT,
Y C. ENTRETIEN ET RÉPARATION**

Véhicules à moteur, remorques, groupes électrogènes, navires, bateaux, locomotives et voitures, tramway, systèmes aéronautiques, batteries et piles, hors achat de vignettes.


➤ [Vers la catégorie](#)



COMBUSTIBLES

Services non liés à des biens


➤ [Vers la catégorie](#)



DENRÉES ALIMENTAIRES ET BOISSONS

Denrées alimentaires, en particulier les produits de longue conservation (tels que pâtes, conserves, sucre, graisse, chocolat, lait en poudre, etc.) et boissons.


➤ [Vers la catégorie](#)



SERVICES LIÉS À DES BIENS

Services de réparation, d'entretien, d'installation pour le domaine


➤ [Vers la catégorie](#)



COMBUSTIBLES NON FOSSILES

Combustibles issus d'énergies renouvelables telles que biogaz ou bois, hors biocarburants de première génération.

➤ [Vers la catégorie](#)



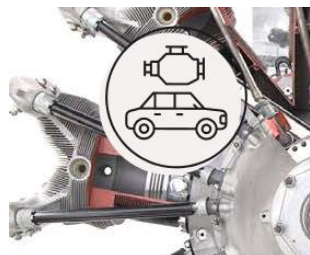
**VÉHICULES À MOTEUR, PIÈCES DE
RECHANGE, MOYENS DE TRANSPORT
Y C. ENTRETIEN ET RÉPARATION**

Véhicules à moteur, remorques, groupes électrogènes, navires, bateaux, locomotives et voitures, tramway, systèmes aéronautiques, batteries et piles, hors achat de vignettes.

➤ [Vers la catégorie](#)

Source:

<https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/economie-consommation/info-specialistes/marches-publics-ecologiques/matrice-de-pertinence.html>



**Recommandation de
critère d'adjudication**

CRITÈRES RELEVANT DU CYCLE DE VIE



Longévité

La longévité caractérise la durée d'utilisation d'une marchandise.



Réparabilité

La réparabilité désigne la possibilité de réparer un produit afin de prolonger sa durée de vie. Elle dépend essentiellement de la construction du produit, de son écoconception et de la disponibilité des pièces de rechange. La réparabilité est facilitée lorsque le fabricant propose un service de réparation ou des instructions à cet effet.



Recyclabilité

La recyclabilité désigne la possibilité de réutiliser un produit et / ou des éléments de celui-ci, soit par transmission directe à un «nouvel» utilisateur, soit à l'issue d'un processus de revalorisation.

COÛT DU CYCLE DE VIE



Applicabilité du LCC

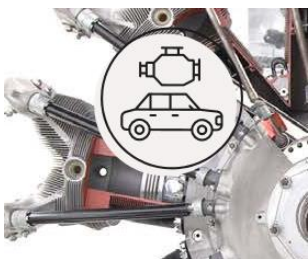
Évaluation de l'importance du coût total de possession (total cost of ownership) ou du coût du cycle de vie (life cycle costing [LCC]) sur la base du rapport entre d'un côté les frais d'exploitation, d'utilisation et d'élimination et de l'autre les frais d'acquisition.



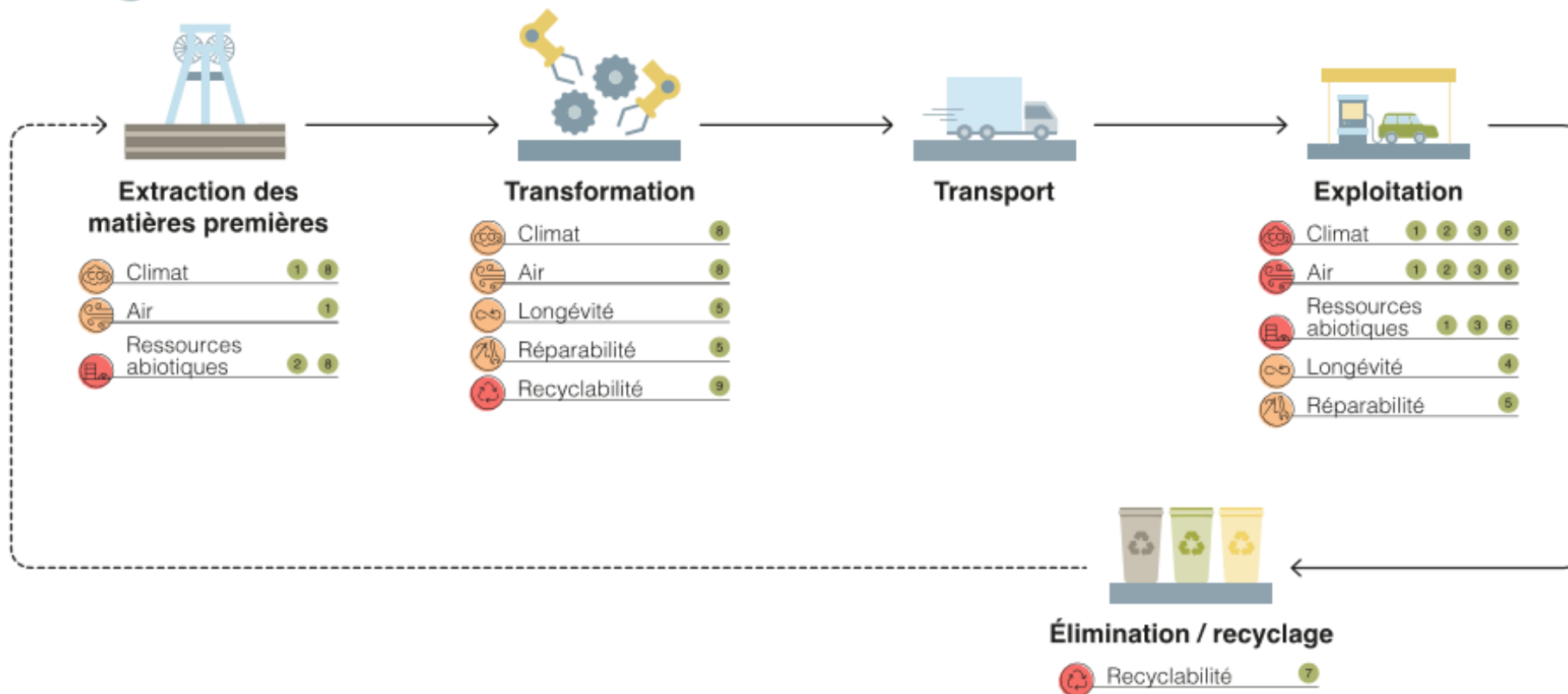
Les frais d'exploitation, d'utilisation et d'élimination sont importants par rapport aux frais d'acquisition.



Il est recommandé de prendre en considération le coût total de possession ou le coût du cycle de vie lors de l'étude de marché et lors de la définition des besoins.



Critères environnementaux et critères relevant du cycle de vie



Pistes d'action

- 1 Acheter des véhicules et des biens présentant une bonne efficacité énergétique
- 2 Opter pour des carburants écologiques ou pour des véhicules répondant aux normes d'émission les plus récentes (norme d'émission EURO 6, p. ex.)
- 3 Utilisation de filtres à gaz d'échappement
- 4 Veiller à un usage soigneux des véhicules et des biens
- 5 Privilégier les véhicules et les biens dont les pièces peuvent être remplacées et les véhicules assortis d'une garantie pour les pièces détachées (10 ans, p. ex.)

- 6 Au volant, adopter les réflexes de l'éco-conduite (vitesse constante, pression optimale des pneus, extinction du moteur au feu rouge, etc.)
- 7 Remettre les véhicules ou les biens à un garage ou à un service d'élimination spécialisé. Au moment de l'achat, régler contractuellement l'élimination des véhicules usagés
- 8 Exiger un bilan CO2 de l'ensemble du cycle de production ou des clauses contractuelles encourageant l'utilisation d'énergies renouvelables
- 9 Exiger l'étiquetage des matériaux utilisés



Pertinence élevée

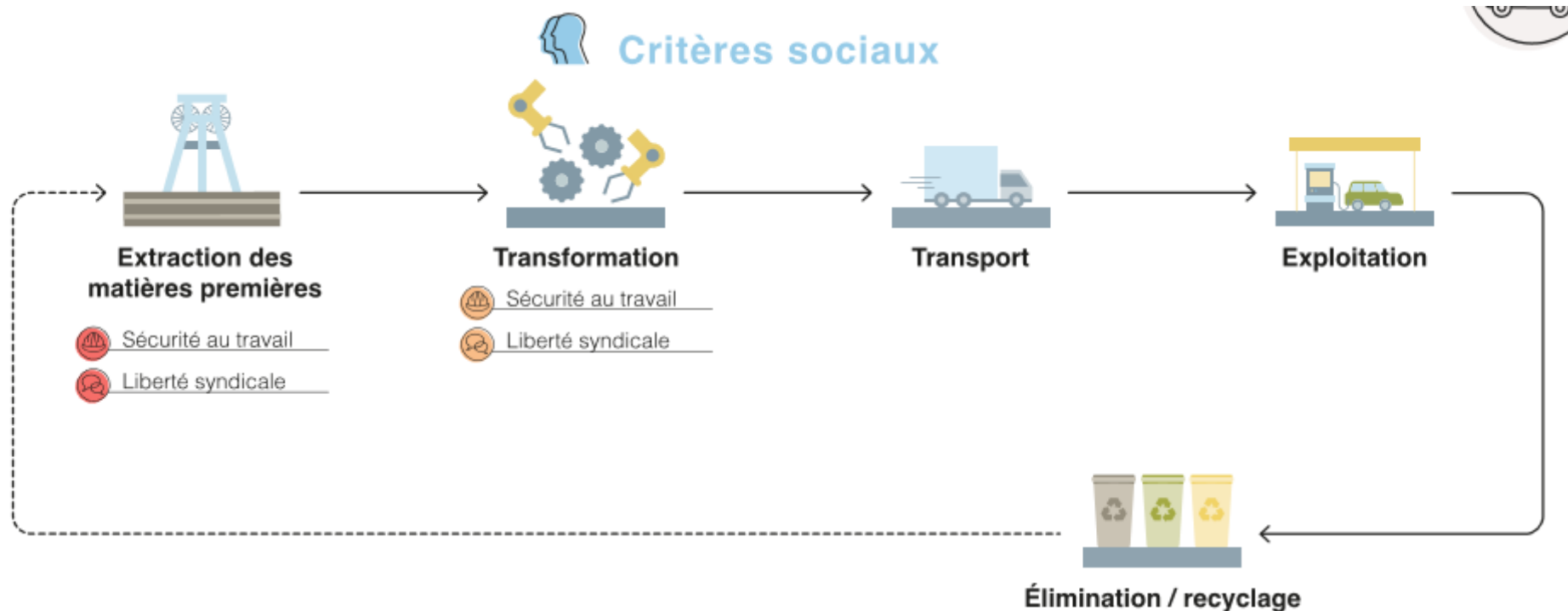
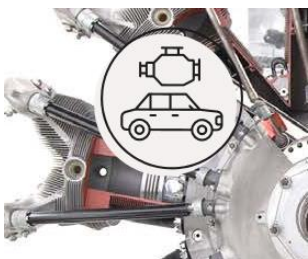


Pertinence moyenne



Pistes d'action

- ➔ 1 Acheter des véhicules et des biens présentant une bonne efficacité énergétique
- ➔ 2 Opter pour des carburants écologiques ou pour des véhicules répondant aux normes d'émission les plus récentes (norme d'émission EURO 6, p. ex.)
- 3 Utilisation de filtres à gaz d'échappement
- 4 Veiller à un usage soigneux des véhicules et des biens
- ➔ 5 Privilégier les véhicules et les biens dont les pièces peuvent être remplacées et les véhicules assortis d'une garantie pour les pièces détachées (10 ans, p. ex.)
- 6 Au volant, adopter les réflexes de l'éco-conduite (vitesse constante, pression optimale des pneus, extinction du moteur au feu rouge, etc.)
- ➔ 7 Remettre les véhicules ou les biens à un garage ou à un service d'élimination spécialisé. Au moment de l'achat, régler contractuellement l'élimination des véhicules usagés
- ➔ 8 Exiger un bilan CO2 de l'ensemble du cycle de production ou des clauses contractuelles encourageant l'utilisation d'énergies renouvelables
- ➔ 9 Exiger l'étiquetage des matériaux utilisés



Pistes d'action

- Les prestataires opérant à l'étranger sont légalement tenus de respecter au moins les conventions fondamentales de l'OIT: conventions no 29 concernant le travail forcé ou obligatoire, no 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, no 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, no 100 concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, no 105 concernant l'abolition du travail forcé, no 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, no 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, et no 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination.
- Il faut dans tous les cas exiger du prestataire qu'il signe une déclaration dans ce sens (celle-ci comprend les sous-traitants, respectivement les fournisseurs).
- A chaque fois, ou surtout quand il existe un risque (critère en jaune ou en rouge dans la matrice de pertinence), l'adjudicateur peut exiger du prestataire une preuve démontrant que les conventions fondamentales de l'OIT sont respectées par son entreprise ainsi que par ses sous-traitants et ses fournisseurs lorsque la prestation est à exécuter à l'étranger. Cette preuve doit avoir été établie par un acteur indépendant et attester que les conventions fondamentales de l'OIT sont respectées ou que les systèmes nécessaires à leur mise en œuvre sont en train d'être mis en place. Exemples: attestation d'adhésion à une initiative de normalisation accompagnée d'un rapport d'audit des sites de production concernés, certifications de produits, certifications d'usines, rapport d'audit de toutes les usines concernées prouvant le respect des critères, ou autre preuve équivalente.



Pertinence élevée



Pertinence moyenne



Autres nouveautés, dans la mesure où elles pourraient être pertinentes pour votre secteur d'activité



Critères d'aptitude en général (nouveau = rouge)

Les critères d'aptitude peuvent concerner en particulier les capacités **professionnelles**, financières, économiques, techniques et **organisationnelles** des soumissionnaires ainsi que leur **expérience**

(art. 27, al. 2 LMP)



Une étude de marché n'est pas nécessairement une préimplication non admise

Les résultats de l'étude de marché doivent être publiés dans les documents d'appel d'offres

(art. 14, al. 3 LMP)

➡ **Mentionner la pondération des critères d'adjudication dans les documents d'appel d'offres**

Le classement ne suffit plus (art. 29, al. 3 LMP)

➡ **3 étapes d'évaluation possibles – mais doit être fait correctement!**

Examen, mise au point (modifications ou compléments d'offres possibles sous certaines conditions – les pures négociations portant sur le prix ne sont pas admissibles), évaluation (art. 38-40 LMP)

➡ **Langue: en principe, deux langues officielles**

Un appel d'offres dans les marchés soumis aux accords internationaux exige la publication simultanée d'un résumé dans une langue de l'OMC (FR ou EN).



Devise: en général en CHF (art. 29, al. 3 LMP)



Introduction de nouveaux instruments d'acquisition dans le cadre des procédures existantes

- Enchères électroniques: enchères automatisées
- Dialogue: discussions structurées avec les prestataires pour développer des solutions innovantes
- Contrats cadres: base pour la conclusion ultérieure de contrats individuels sans appel d'offres



Des mesures plus strictes pour lutter contre la corruption

Les entités contractantes doivent prendre des mesures contre les conflits d'intérêt, des accords illicites affectant la concurrence et la corruption.

Nouvelles sanctions sévères en cas de faute

Jusqu'à présent: exclusion / révocation de l'engagement, prononcée par l'entité adjudicatrice.

Nouveau:

- Avertissement
- Amende jusqu'à 10% du montant de l'offre!
- Exclusion de futurs marchés publics pour une durée jusqu'à 5 ans!



Profitez du changement de paradigme pour des acquisitions durables sur le plan économique, sociétal, écologique et social!

Bon courage!

Merci de votre attention

Pia Stebler
Dr. Pia Stebler Consulting
Wenigstrasse 18
4500 Soleure

079 674 45 45
stebler@steblerconsulting.ch

